

INVITÉ

Bienvenue dans la société «métatique»

Suisse - L'entreprise Meta Platforms Inc. (ex Facebook), détient la 3e place sur l'influence de l'opinion nationale, derrière SRG SSR et TX Group (ex Tamedia), selon le dernier monitoring des médias suisses de l'OFCOM. La revue Moins! Questionne la domination croissante des entreprises numériques telles que Meta et leur omnipotence sur nos vies. Analyse.



Debut juillet, Meta a lancé sa nouvelle application de messagerie «Threads», concurrente directe de Twitter. KEYSTONE

FLAVIAN PICHONNAT*

En Suisse comme ailleurs, le processus de concentration des médias et la numérisation de ceux-ci ont transformé le paysage médiatique. Mais depuis les années 2000, de nouveaux acteurs tels que Facebook ont pris l'ascendant sur les médias classiques dans la transmission de l'information. C'est bien ce que révèle le dernier «Monitoring médias Suisse» de l'Office fédéral de la communication (OFCOM). L'office indique qu'Instagram était, en 2021, le média le plus influent auprès des 15-29 ans. Mais ce phénomène ne touche pas seulement les jeunes. En effet, Youtube, Facebook et Instagram sont aujourd'hui les principaux concurrents du périodique 20 Minutes, qui lui, occupe la première place pour la diffusion nationale d'informations.

Depuis sa création en 2004, Meta est devenue l'une des entreprises les plus financièrement cotées mondialement, avec notamment un revenu net de 23 milliards de dollars pour l'année 2022. Cette manne financière permet à l'entreprise de Mark Zuckerberg d'approfondir son modèle d'affaires, c'est-à-dire l'échange numérisé d'informations. Cette entreprise n'a pas été créée dans le but d'informer, mais de mettre en contact les individus à travers le numérique. Mais depuis, les personnes s'informent principalement sur les réseaux numériques comme Facebook.

Avec le flux continu d'informations, les personnes naviguant sur ces plateformes sont noyées dans les fils d'actualités. La quantité grandissante de nouvelles anesthésie la foule en créant une amnésie collective. Passant d'une nouvelle à une autre en un temps record, il est difficile de pouvoir discerner le vrai du faux.

Fin 2022, Meta compte plus de 2,96 milliards de consommatrices et de consommateurs actifs mensuellement uniquement avec sa plateforme Facebook. Telle une pieuvre, l'entreprise tente de conquérir de nouveaux territoires avec ses tentacules de fibres optiques. Que ce soit avec Facebook, WhatsApp, Messenger, Instagram ou Reality Labs (segment qui inclut la réalité virtuelle, augmentée, etc.), la logique reste la même: accaparer l'attention des personnes pour qu'elles n'agissent qu'au sein de ses mondes «virtuels». La numérisation permet d'enfermer une personne dans un circuit où elle est libre de circuler, mais où les voies sont déjà tracées et non-modifiables.

La Suisse n'est pas épargnée par cette quantification des interactions sociales. L'année passée, elle comptait 3,2 millions d'utilisateur·ices pour Facebook et 3,7 millions pour Instagram (1).

Autant dire qu'il y a du monde sur les réseaux.

D'où vient les profits entreprises «métatiques» ?

Une question surgit au vu de l'importance financière et politique de l'entreprise: comment fait-elle pour générer tant de profits? Dans un monde où l'argent mène la danse, suivre ses pas peut éclaircir quelques zones d'ombre. Dans ce cas, les revenus de l'entreprise dépendent majoritairement des recettes publicitaires. Avec la numérisation de nos modes de vie, les données captées par ses algorithmes lui donnent la possibilité de prévoir nos comportements, ce qui fait le bonheur des publicitaires.

Meta est emblématique de notre société de consommation, où la consommation est activement encouragée par les entreprises pour que leurs «client·es» leur fournissent des profits à travers les données. En novembre 2017, lors d'une interview avec le site web d'information Axios, le premier président de Facebook, Sean Parker, explique le but initial de l'entreprise: «Comment pouvons-nous consommer le maximum de votre temps et de votre attention consciente?» (*How do we consume as much of your time and conscious attention as possible?*) (2). L'entreprise s'appuie sur le besoin de reconnaissance, mis à mal dans une société uniformisée, pour créer une dépendance vis-à-vis de ses «services». Facebook a voulu, et continue de vouloir dompter ses consommateur·ices à coup de dopamine en exploitant la «vulnérabilité de la psychologie humaine» dans le seul but de créer une «boucle de rétroaction de la validation sociale». Le bouton «j'aime», introduit en 2009, en est la plus belle illustration.

La réception dans la distraction

Les médias de masse ont essuyé des critiques dès leurs débuts. Le philosophe allemand Walter Benjamin critiquait durant la période nazie l'industrie de reproduction, c'est-à-dire la reproduction des images avec le cinéma notamment (3). L'auteur dénonçait l'usage des techniques de reproduction comme machines de propagande par la distraction des masses: «La réception dans la distraction [...] trouve dans le cinéma l'instrument idéal pour son exercice» (4).

Sa critique de la propriété privée et de la marchandisation du monde prend racine dans l'art. Du fait du développement technique des arts comme la photographie au XIXe siècle, ou le cinéma au XXe, il décelait la création de masse (un art reproduit en série comme marchandise) pour les masses (les individus prolétarisés). Il concluait que les images ont substitué nos existences. Il va de soi que ses propos n'ont pas pris une ride. Bien au contraire, on a pu observer depuis un approfondissement de la médiatisation de nos interactions sociales.

La schizophrénie du Conseil fédéral

Plus encore que le cinéma, les réseaux numériques touchent tous les pans de la société en tout temps. La classe politique n'est pas en reste, puisque même le Conseil fédéral utilise ces plateformes pour «favoriser un débat objectif et contribuer à contrer la désinformation» (5). Or, même son propre

rapport de sécurité de 2021 pointe du doigt le risque grandissant de désinformation avec les nouvelles techniques de l'information (6)... Nous avons ici un beau cas de schizophrénie. L'excès d'informations, qui résulte des techniques permettant la reproduction d'images et de textes, ne permet pas de prendre de la distance nécessaire pour un quelconque jugement.

Nos interactions sont devenues artificielles

Le «progrès» technique des dernières décennies, avec le numérique, a permis de rajouter des intermédiaires artificiels dans nos interactions. Les personnes et leurs interactions chosifiées avec les images sur nos ordiphones font écran entre les individus. Dans n'importe quel lieu, bus, train, bar, on s'aperçoit bien si on lève la tête, de l'essaim d'écrans qui envahit nos quotidiens. La foule est atomisée et l'isolement est palpable du bout des doigts. L'impression est que les personnes voient, entendent et écoutent le monde et les autres encore moins qu'avant, Benjamin parlait déjà jadis «d'une pauvreté de l'expérience». La tentation d'ubiquité rendue possible par les images de nos écrans, être partout et en tout le temps, fait qu'on n'est nulle part vraiment présent.

Les réseaux dits sociaux ne sont finalement que des réseaux numériques. Les interactions issues de ces plateformes sont de l'ordre des chiffres, un agrégat de 0 et de 1. Nous sommes ici dans le paroxysme de l'abstraction des relations sociales, qui sont d'une complexité incroyable dans le réel, finalement réduites à de simples chiffres dans le virtuel. Par exemple, dans le fil d'actualités de Facebook, tout est équivalent, que ça soit un article journalistique, un même, un saut d'humeur ou une photo d'un plat. Aplaties par l'écran, toutes les publications se valent, et donc, rien n'a réellement de valeur... si ce n'est l'attention captée qui peut être monnayée.

Un monde «connecté» qui ne l'est pas

Le mécanisme de bulle de filtrage, qui tend à personnaliser le contenu que voit un-e consommateur·ice de Facebook (mais pas seulement), crée ainsi un monde à son image. Un monde désincarné du réel, où l'utilisateur·ice se croit libre alors qu'elle ne peut pas définir les règles de cet environnement virtuel. Cette utilisation numérique peut amener à un certain dogmatisme, les pensées externes étant homogénéisées. Ainsi chacun·e prêche pour sa paroisse, car le dialogue, qui sous-entend que l'on se parle et s'écoute, n'est pas possible dans un univers où les personnes sont assises sur une chaise, derrière un ordinateur ou un ordiphone, géographiquement isolées l'une de l'autre. Et pourtant, on nous vend l'illusion d'un monde connecté...

Mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin? Avec son nouveau nom, l'entreprise californienne souhaite aller au-delà du réel avec un monde entièrement virtuel. Or, ce n'est pas un après ou un au-delà que Mark Zuckerberg envisage, mais bien un approfondissement des interactions numériques. Il souhaite ainsi rendre l'addiction des écrans plus «immersive» (7).

Ou autrement dit encore plus déshumanisante. Assimilant les valeurs des plateformes qu'elles utilisent, les consommateur·ices peuvent croire que des interactions numériques rendent une personne plus sociable. Mais la comparaison effrénée de soi avec des images de corps idéalisés, les cyberharcèlements ou encore le flux de publications anxigènes sont autant de catalyseurs qui péjorent les relations sociales.

De plus, il ne faudrait pas oublier que l'économie dite «immatérielle» est un désastre écologique. A elle seule, la consommation de l'industrie numérique en eau, en matériaux et en énergie équivaut à trois fois l'empreinte écologique d'un pays comme la France ou le Royaume-Uni (8).

En 2021, les activités digitales ont nécessité 10% de l'électricité mondiale et rejeté près de 4% des émissions totales de dioxyde de carbone (CO2). De plus, les tentacules de fibres optiques ont besoin de «têtes», c'est-à-dire des centres de données faits de béton et d'acier devant être refroidis en permanence. Avoir les yeux rivés sur l'écran pour ne pas voir plus loin que le bout de son nez, voilà un beau moyen de fermer les yeux sur les effets néfastes du numérique. Notre maison brûle et nous regardons nos écrans.

«Annihiler le temps et l'espace par les images: voici un bel exploit du capitalisme.»

Désertter les milieux hostiles

Meta et toute la clique (TikTok, Snapchat, Twitter et ad infinitum) captent notre temps pour en tirer du profit avec les données que nous produisons. L'idée est claire: c'est notre travail, c'est-à-dire nos interactions digitales, qui nourrit les géants du numérique. Il est bon de rappeler que le profit se fait uniquement à travers une activité humaine, salariée ou non, qu'elle soit dans la production ou dans la consommation, et où la direction est séparée de l'exécution.

Ce faisant, Meta et ses copains (ce sont bien des hommes qui sont à la tête de ces entreprises) usent et abusent de nos émotions pour nous conduire à une servitude volontaire. Il existe un vain espoir sur une utilisation «éthique», voire «sobre» des réseaux numériques. Mais ils ont été créés dans le but premier de générer du profit, ni plus ni moins. Vouloir les réguler est aussi ridicule que de croire qu'un outil de domination puisse, comme par magie, devenir un outil d'émancipation. Une seule réponse est cohérente face à ce constat: entrer en dissidence.

La désertion des réseaux numériques doit être accompagnée par la (re)création de réseaux sociaux, c'est-à-dire des associations de personnes où les échanges sont réels, et donc immédiats. L'expérience du sensible est non seulement nécessaire pour tisser des liens, mais donne aussi la possibilité de créer des brèches dans notre société médiatique. La création de nouveaux imaginaires et modes de vie nécessite l'échange, où la reconnaissance se fait à travers nos différentes interactions, qui suscitent la discussion, le débat, la confrontation, et qui résultent en une floraison d'expériences.

En somme, cessons d'alimenter les Titans numériques. I

*Paru dans Moins! Journal romand d'écologie politique N°65, juillet-août 2023.

<https://www.achetezmoins.ch/>

1. Portail PME du Secrétariat d'Etat à l'économie, «Exploiter les réseaux sociaux», modifié le 29.09.2022.
2. Erica Pandey, «Sean Parker: Facebook was designed to exploit human 'vulnerability'», Axios, 09.11.2017.
3. Cf. Agnès Sinaï, Walter Benjamin & la tempête du progrès, février 2022.
4. Walter Benjamin, L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique, 2011,
[L'oeuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique](#) (1936)
5. Conseil fédéral, «La communication de la Confédération dans les médias sociaux sera renforcée et uniformisée», 23.06.2021.
<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-84132.html>
6. Conseil fédéral, Rapport, «La politique de sécurité suisse», 24.11.2021.
<https://www.admin.ch/gov/fr/accueil/documentation/communiqués.msg-id-86056.html>
7. Propos de Mark Zuckerberg lors du New York Times Events «Zuckerberg on the future of social media», 2 décembre 2022.
<https://www.nytimes.com/2023/04/19/technology/personaltech/tiktok-twitter-facebook-social.html>
8. Guillaume Pitron, «Quand le numérique détruit la planète», Monde diplomatique, octobre 2021
<https://www.monde-diplomatique.fr/2021/10/PITRON/63595>

Lire plus : «Bienvenue dans la société «métatique» - <https://news.dayfr.com/local/2256420.html>

Complément d'objet et critique de l'univers «Métatique»

Meta, Facebook, Twitter et cie = même combat, comment ils captent vos émotions pour mieux les revendre : «Cliquez, vous êtes scrutés»

Créé pour profiter des vulnérabilités de l'homme

«Comment pouvons-nous consommer le plus de votre temps et de votre attention consciente?» Sean Parker, un ex-président de Facebook, s'en prend à Zuckerberg, créateur de Facebook

REGLEMENT DE COMPTE – «Profiter de votre faiblesse, capter votre attention et vous garder sous sa coupe» : Sean Parker n’y est pas allé de main morte dans ses critiques de Facebook et ses méthodes, lors d’une conférence organisée par le site Axios. Autant de critiques que Mark Zuckerberg, le fondateur du réseau social avec qui Parker était associé, a dû apprécier...

Sean Parker fut l’un des magnats des nouvelles technologies au début des années 2000. À 20 ans en 1999, il créa Napster, logiciel de partage de musique entre particuliers, considéré comme le pionnier du téléchargement pirate sur le web. Mais là où l’entrepreneur américain va avoir du nez, c’est cinq ans plus tard lorsqu’il fait la rencontre d’un certain Mark Zuckerberg en plein lancement de son site, Facebook. Il en deviendra le président et sera l’un des principaux acteurs de son essor avant d’être débarqué un an plus tard.

Si l’aventure a fait de lui un milliardaire, il n’en a pas gardé que de bons souvenirs et reste très critique à l’encontre de son ancienne entreprise. «Dieu seul sait ce que cela est en train de faire au cerveau de nos enfants», lâche-t-il auprès du site Axios. Pour Parker, Facebook a volontairement construit un site pour détourner autant d’attention humaine que possible. «Cela change littéralement notre rapport à la société, les uns aux autres. Cela interfère aussi probablement avec notre productivité de la manière la plus étrange possible.»

C’était surtout : «Comment est-ce qu’on absorbe le plus possible de votre temps et de votre attention consciente?», rappelle Parker pour lequel le site cherche à «exploiter une vulnérabilité dans la psychologie humaine». Pour lui, tout est fait pour que vous ayez «une petite dose de dopamine» à chaque like ou commentaire. «Ça vous encourage à publier davantage de contenus pour susciter des réactions. C’est un cycle d’acceptation sociale rétroactif. Les inventeurs, créateurs... avaient conscience de ça. Et nous l’avons fait malgré tout.»

«Les mêmes méthodes que la propagande nazie»

On peut comparer les méthodes de Facebook à celles utilisées jadis par Joseph Goebbels, chef de la propagande nazie d’Hitler, et par Edward Bernays, chantre des relations publiques qui avait notamment promu le tabagisme pour les femmes.

«Afin de conserver votre attention, ils ont repris toutes les techniques de Bernays et Goebbels, de tous les autres spécialistes du domaine de la persuasion, des plus grands publicitaires», confie Sean Parker. «Et ils les ont cartographié sur un produit que vous consultez toute la journée, avec des informations très personnelles afin de vous rendre accro. Nous les sommes tous plus ou moins à différents niveaux. Mais eux ont beaucoup de méthodes qui sont les mêmes que celles utilisées dans les casinos.»

Plusieurs ont fait fortune en investissant de l’argent dans le projet Facebook, mais ça ne les empêche pas d’être très critique face à ce qu’est devenue l’entreprise. Des dérives qu’ils considèrent comme des "maux des médias sociaux" et dues à des gens "pas terribles". «Nous ne pensons pas qu’ils font de mauvaises choses consciemment. Nous pensons que ce qui s’est passé, c’est qu’ils ont opté pour un modèle d’entreprise fondé sur la publicité afin d’encourager l’engagement. Il y a des millions de choses qu’ils peuvent vous montrer et ils choisissent les 20 choses les plus commercialement utiles pour eux, et ceux-ci ne sont pas conçus pour vous rendre plus sage, mieux éduquer ou plus sain.»

Le Courrier du mardi 15 août 2023

Comment préparer les enfants pour l’ère métatique

AGORA

«Des pixels et (encore) des sous»

Vaud - En février dernier, le Grand Conseil vaudois accordait 48 millions de francs à la poursuite du chantier de l'école numérique¹. Un crédit venant s'ajouter aux 30 millions octroyés en 2019 à la phase dite «pilote» entamée sous la précédente législature. Seule parlementaire de l'hémicycle à avoir refusé de soutenir ce financement, la députée verte Sabine Glauser Krug s'est ouverte sur les raisons de ses craintes dans la revue Moins!.

SABINE GLAUSER KRUG*

«Le numérique, c'est le progrès!» Quand vous aurez compris ça, alors vous saurez pourquoi le Grand Conseil vaudois a adopté, le 28 février dernier, à sa quasi-unanimité le financement du deuxième volet de la mise en place de l'école numérique. J'exagère? Si peu !

Le contexte

Commençons par rappeler que le Conseil d'Etat et le parlement cantonal sont tenus de respecter les textes supérieurs, tels que les constitutions suisse et vaudoise, les lois fédérales, ainsi que des décisions de niveaux différents, tels que les accords internationaux et intercantonaux. Or, si le domaine de la formation est de niveau de compétence cantonal, une votation fédérale populaire datant du 21 mai 2006 a inscrit dans la constitution le principe de la collaboration intercantonale, afin d'harmoniser les systèmes scolaires sur l'ensemble de la Suisse. On appelle plus communément Harmos l'accord nitercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire, établi par la Conférence suisse des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) en Suisse. Les cantons romands et le Tessin se sont, pour leur part, rassemblés sous le nom de Conférence intercantonale de l'instruction publique (CIIP), qui a pour but de coordonner les systèmes scolaires. Ses buts, découlant d'Harmos, sont essentiellement l'établissement de la structure du cursus de la scolarité obligatoire, la mise en place du plan d'études romand (PER) et des moyens d'enseignements romands (MER). A ces buts s'ajoutent des missions que les cantons ont ajoutées, comme les formations initiales et continues des enseignant·es et des cadres ou l'élaboration d'épreuves romandes.

Dans le canton de Vaud, l'acceptation en votation populaire, le 15 mai 2011, de la Loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) a confirmé l'adhésion à la CIIP. Les décisions de la CIIP ne sont pas du ressort des parlements cantonaux et si ces derniers ont moyen d'émettre des commentaires et propositions via la Commission interparlementaire de contrôle de la Convention scolaire romande (CIP-CSR), celles-ci ne sont pas contraignantes.

Il y a environ une année, la CIIP a finalisé une modification du PER mettant en place l'éducation numérique comme domaine disciplinaire, au même titre que les langues, la géographie ou la musique. Ce faisant, elle en a retiré le domaine transversal des MITIC (médias, images, technologies de l'information et de la communication) dont elle a repris les objectifs dans l'éducation numérique. Elle les a précisés et «actualisés», autant au niveau de la prévention des dérives (harcèlement, risque pour la protection des données,...) que de la prise de conscience des impacts environnementaux et sociaux, mais aussi au niveau des usages, en y ajoutant des domaines tels que la programmation ou l'utilisation d'intelligences artificielles. L'usage de l'ordinateur, autrefois prévu avant la 4e année, est dorénavant introduit avant la 2e année, soit avant l'âge de 7 ans.

Membre de la CIP-CSR depuis six ans, j'ai fréquemment relevé les impacts négatifs du numérique, tant sur le plan environnemental que sanitaire, et on me répond systématiquement que ces aspects sont pris au sérieux et que c'est la raison de la richesse du volet préventif du PER – aussi appelé couramment éducation au numérique,

visant la sobriété. Ils ne voient pas le paradoxe à l'associer à l'éducation avec et par le numérique.

En avant !

C'est donc dans ce contexte que le Conseil d'État vaudois a présenté son financement de la deuxième phase: une concernant les appareils, et l'autre, la formation des enseignant·es. L'alliance de ces deux piliers – infrastructures et formations – pour construire un projet d'éducation numérique peut sembler pertinent. Au-delà de l'argument du progrès numérique et de la peur de prendre du retard sur un domaine essentiel à la croissance qui évolue très rapidement, c'est le risque que l'éducation au numérique soit reportée qui a achevé de convaincre les membres du Grand Conseil, confronté·es à l'obligation de faire appliquer les nouveaux objectifs du PER. Il faut dire que les questions numériques sont tellement complexes et nombreuses qu'il est pratiquement impossible de toutes les traiter dans le cadre d'un débat parlementaire. De plus, les député·es, à commencer par les commissaires en charge de ce dossier, n'ont pas été informé·es par le Conseil d'État sur l'application pratique en lien avec la réalité de terrain de la première phase du développement de l'éducation numérique. J'ai l'impression que seuls les témoignages favorables au projet du canton ont été relayés. Par exemple, comment l'école numérique s'intègre-t-elle dans une classe déjà marquée par la présence de nombreux élèves à besoins spécifiques ?

D'ailleurs, le «concept» 360, visant à intégrer au maximum les enfants présentant des troubles nécessitant des adaptations (handicaps, autisme, troubles de l'attention...) dans les classes régulières de l'école obligatoire, est un autre sujet en lien avec la formation. Le Conseil d'État a affirmé que l'adoption du budget pour l'éducation numérique ne se ferait pas au détriment d'un autre budget, en réponse aux préoccupations au sujet de l'école inclusive. Or cette dernière n'a pas seulement besoin que l'on maintienne son financement, elle a besoin qu'on l'augmente drastiquement...

Quant aux parents qui ont lutté, malgré une pression sociale omniprésente, pour retarder le moment où leurs enfants seront exposés à des écrans, ils se voient imposer une consommation dans le cadre scolaire. Une fois de plus, le choix des outils achetés par l'État et le projet d'utilisation est inadapté au plan d'études («aborder la notion d'hyperconnexion», «sensibilisation à la consommation du numérique», «sensibilisation à l'influence des médias: [...] manipulation de l'information, dépendance technique», «sensibiliser à l'obsolescence rapide», «relever la thématique environnementale liée à l'empreinte et à la consommation énergétique du numérique», «favoriser l'adaptabilité de l'élève en recourant à des logiciels différents permettant des tâches similaires»). L'Etat travaille avec des GAFAM (Apple pour le hardware et Microsoft pour le software), réputés pour leur modèle financier basé sur l'économie de surveillance.

«Comment apprendre la sobriété en consommant, apprendre à protéger ses données en travaillant avec des géants du numérique qui peuvent se réjouir de tous ces enfants romands qui, habitués à leurs applications, les financeront à long terme par la location de licences et par la mise à disposition de leurs données individuelles pour un commerce très en vogue ?»

Finalement, le parlement a voté un ajout aux projets de décret sur l'éducation numérique, demandant «un rapport évaluant les effets de l'éducation numérique sur les apprentissages, la santé, les enjeux de durabilité et les conséquences financières des mesures prévues avant 2025», pour s'assurer que ces préoccupations soient prises au sérieux. A titre personnel, si je comprends l'intérêt politique d'un tel rapport, je note également qu'il ne saurait être exhaustif sur un sujet si complexe.

Rien que sur les questions de l'impact environnemental et social, les réponses à cette question, quel que soit le contexte, se focalisent sur l'aspect local essentiellement, ignorant totalement que si nous baissons nos émissions de CO2 ici au détriment des régions produisant ces technologies, nous ne

pourrons pas avoir un impact positif au niveau planétaire. Et ce rapport n'empêchera pas les dégâts de l'école numérique. Au mieux, il les freinera à long terme.

«**Il faut vivre avec son temps !**», nous répète-t-on. Eh bien, il serait peut-être justement grand temps d'enlever ce casque virtuel, qui nous vend une utopie numérique qui ne cesse de trébucher sur ces promesses non tenues. Il serait grand temps de réaliser que pour offrir un futur qui s'inscrit dans une réalité vivante aux prochaines générations, il sera nécessaire de se reconnecter à soi, aux autres et à la nature. D'ailleurs, cela figure aussi au plan d'études romand, quelque part. Un grand merci aux enseignantes et enseignants qui le mettent en pratique !

*Paru dans Moins!, journal romand d'écologie politique, N° 65, juillet-août 2023.

1. <https://lecourrier.ch/2023/02/07/enthousiasme-et-reserves-pour-leducation-numerique/>



La députée verte Sabine Glauser Krug a marqué son opposition radicale à ce tout numérique dans une société qu'elle voit même «s'effondrer» un jour...

«Le numérique devient progressivement un concurrent à l'humain, cette société n'aura plus besoin de nous. Je m'interroge sur ce qui nous différencie de la machine : conscience morale, empathie, compassion, créativité et l'intelligence artificielle ne doit pas nous concurrencer sur ces points. Il y aura un grand besoin de développer la capacité de s'élever, de prendre du recul, de se tourner vers la vie. On se trompe de voie même si ça fait «cucul la praline ce que je dis».